

# Lourds soupçons de crimes de guerre dans le Haut-Karabakh

**L'ONU dénonce des bombardements sur des populations civiles et des exécutions sommaires dans le Haut-Karabakh, où s'affrontent l'Azerbaïdjan et l'Arménie.**

Jeudi 15 octobre, deux vidéos ont commencé à circuler sur les boucles de discussion pro-Azerbaïdjan de l'application de messagerie cryptée Telegram. Sur la première, tournée dans un village du Haut-Karabakh, on voit des soldats azerbaïdjanais capturer deux combattants arméniens : un jeune homme et un septuagénaire. Sur la seconde, tournée quelques instants plus tard, on voit les captifs se tenir assis sur un muret, leurs mains attachées dans le dos. Le vieil homme s'agite légèrement. Il est environ 15 heures. Hors champ, une voix lance une instruction en azéri : « *Visez la tête.* » Les autorités azerbaïdjanaises affirment que ces vidéos sont de faux grossiers. Pour les analystes indépendants, il ne fait pourtant presque aucun doute qu'elles constituent la preuve que des exécutions extrajudiciaires ont eu lieu dans le Haut-Karabakh.

« *Nous avons pu géolocaliser ces vidéos près de la ville de Hadrout, dans une zone récemment conquise par l'armée azerbaïdjanaise* », déclare à *La Croix* Nick Waters, ancien officier britannique et aujourd'hui membre du site d'enquête Bellingcat. « *L'équipement des soldats correspond à celui des forces spéciales azerbaïdjanaises.* » Quelques jours plus tard, la BBC a à son tour authentifié les vidéos. L'Azerbaïdjan et l'Arménie s'accusent régulièrement d'enfreindre le droit international humanitaire depuis la reprise du conflit le 27 septembre dans le Haut-Karabakh, région séparatiste de l'Azerbaïdjan peuplée majoritairement d'Arméniens. Sur les réseaux sociaux et par médias interposés, les deux camps se livrent à une lutte d'information féroce, appuyant à l'occasion leurs allégations sur des images non vérifiées.

La haut-commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, Michelle Bachelet, a en tout cas tenu à exprimer son inquiétude : les « *enquêtes approfondies de médias* » attestent, selon elle, de la crédibilité des exécutions de Hadrout. Dans un communiqué publié le 2 novembre, l'ancienne présidente du Chili a rappelé que le meurtre de personnes protégées, telles que des civils et des prisonniers de guerre, constituait une grave infraction aux conventions de Genève, et à ce titre, un crime de guerre.

Michelle Bachelet a également attiré l'attention sur les bombardements indiscriminés effectués par les deux camps sur des zones densément peuplées, y compris au moyen d'armes à sous-

munitions. Ces projectiles dévastateurs ont pour particularité de contenir une multitude de bombes qui, peu avant l'impact, se dispersent, et viennent s'abattre sur une surface importante. Une roquette russe 9M55K peut ainsi contenir 72 bombes de 1,75 kilogramme chacune, elles-mêmes conçues pour se fragmenter en 96 éclats de métal. D'après Amnesty International, c'est ce type de munition qu'ont employé les forces arméniennes pour frapper le 28 octobre la ville azerbaïdjanaise de Barda, faisant 21 morts et des dizaines de blessés. Début octobre, l'ONG avait déjà relevé l'usage de ce type de projectiles par l'armée azerbaïdjanaise lors d'un bombardement sur Stepanakert, la capitale séparatiste. Des attaques indiscriminées pouvant elles aussi être considérées comme des crimes de guerre.

Dans son communiqué, Michelle Bachelet souligne que les parties prenantes du conflit sont tenues d'enquêter « *de manière approfondie et impartiale sur ces violations* », et de traduire en justice leurs auteurs. Un vœu pieux, à l'heure où l'Arménie et l'Azerbaïdjan continuent de se rejeter la faute des bombardements incriminés. « *C'est une chose de produire des preuves, c'en est une autre de faire en sorte qu'une responsabilité soit reconnue* », déplore Nick Waters. « *Malheureusement, il est extrêmement rare que cela se produise.* »

Depuis la mi-octobre, les défenseurs du Haut-Karabakh ont été contraints de reculer, bousculés par la supériorité militaire des troupes de Bakou. Les observateurs du conflit craignent que ces avancées ne rapprochent les combats des villes, exposant encore plus la population civile.

## repères

### Des dizaines de milliers de déplacés

**Les données fiables manquent pour établir un bilan humain du conflit.** Depuis la reprise des combats, l'Azerbaïdjan, l'Arménie et les autorités du Haut-Karabakh ont multiplié les déclarations exagérant les pertes ennemies, tout en minimisant ou en taisant les leurs.

**Près de 5 000 personnes auraient perdu la vie** en moins d'un mois de combat, a déclaré le 22 octobre le président russe, Vladimir Poutine.

**90 000 Arméniens et 40 000 Azerbaïdjanais** auraient été contraints de quitter leurs foyers, selon les données publiées par les belligérants.